

Commerce et intégration régionale / Deux plates-formes électroniques, à savoir: le mécanisme régional d'alerte aux obstacles au commerce (Maoc) et le portail d'informations commerciales Connect Uemoa sont de puissants outils pour accroître les flux commerciaux intra et extra-régionaux et à améliorer le cadre des affaires

Le numérique pour faciliter les échanges



Plusieurs spécialistes du commerce numérique ont pris part à ce rendez-vous.

Deux plates-formes électroniques, à savoir: le mécanisme régional d'alerte aux obstacles au commerce (Maoc) et le portail d'informations commerciales Connect Uemoa sont de puissants outils pour accroître les flux commerciaux intra et extra-régionaux et à améliorer le cadre des affaires. Financées par l'Union européenne et mis en œuvre par le Centre du commerce international (Ic), ces deux plateformes étaient au centre des discussions de la table ronde qui a eu lieu le mardi 27 mars 2018 à Abidjan, en présence de souleymane Diarrassouba, ministre du Commerce et du Développement, assurant l'intérim du ministre des Mines et de l'Industrie. En effet, le Moac de l'Union économique et monétaire ouest-africaine est un instrument permettant aux opérateurs économiques de signaler et de répertorier les obstacles au commerce entravant la circulation des marchandises au niveau de la sous-région pour permettre aux décideurs politiques de prendre les décisions idoines pour lever ces dernières afin de fluidifier les échanges commerciaux et favoriser un environnement propice aux affaires et aux investissements. Il comprend 8 sites nationaux pour chaque pays membres de l'Uemoa. Ces sites seront administrés par les chambres du commerce et d'industrie de ces pays. Il s'agissait en organisant cette table ronde de discuter autour du thème: «Le numérique au service du commerce et de l'intégration régionale». Autrement dit, il a été question de savoir le rôle que peuvent jouer les outils du numériques dans la facilitation, l'assainissement

juridique, l'institutionnalisation et l'opérationnalisation des affaires dans cet espace où les échanges commerciaux sont importants. Intervenant sur le sujet, Mme Arancha Gonzalez, la directrice exécutive du centre du commerce international, a indiqué que le monde étant devenu une plate-forme digitale, les pays devraient suivre ce mouvement. Cela facilite dit-elle, à améliorer les échanges commerciaux entre opérateurs économiques et les Nations. Cependant, des barrières existent? Que faire donc? Le ministre souleymane Diarrassouba note les nombreuses réformes engagées tant au plan national que sous-régional pour briser ces barrières pour permettre aux utilisateurs d'exercer librement. En la matière, la solution consiste à concevoir un système de gouvernance qui permette à la fois de répondre aux défis bien réels qui sont associés au commerce numérique et d'en saisir les opportunités. Cela passe par des mesures de gouvernance au niveau national, dans le cadre notamment de programmes de développement qui intègrent le commerce numérique aux stratégies numériques, ainsi que par des réglementations adaptées aux nouveaux défis de l'ère du commerce numérique.

JOSEPH ATOUMGBRÉ